

le jeudi 2 juin 2005

13 h

Prière.

L'hon. M. Volpé, ministre des Finances, remet un message de S.H. le lieutenant-gouverneur au président, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (N.-B.)
le 2 juin 2005

Le lieutenant-gouverneur transmet le volume II du budget supplémentaire pour 2004-2005, qui comporte les prévisions de crédits requis pour les services de la province et non autorisés par ailleurs pour l'année terminée le 31 mars 2005, et, conformément aux dispositions de la *Loi constitutionnelle de 1867*, il recommande ces prévisions budgétaires à la Chambre.

Le lieutenant-gouverneur,
(signature)
Herménégilde Chiasson

L'hon. M. Volpé, ministre des Finances, remet un message de S.H. le lieutenant-gouverneur au président, qui, les parlementaires debout, en donne lecture ainsi qu'il suit :

Fredericton (N.-B.)
le 2 juin 2005

Le lieutenant-gouverneur a pris connaissance d'un projet de loi intitulé *Loi spéciale de 2005 portant affectation de crédits*, qu'il transmet et recommande à la Chambre.

Le lieutenant-gouverneur,
(signature)
Herménégilde Chiasson

L'hon. M^{me} Blaney dépose sur le bureau de la Chambre un document intitulé *Faire face à l'impératif économique : Plan d'action quinquennal sur l'écart salarial au Nouveau-Brunswick : 2005-2010*.

L'hon. M^{me} MacAlpine dépose sur le bureau de la Chambre un document intitulé *Initiative de développement du tourisme de la vallée du Haut-Saint-Jean – Une stratégie de développement de produits et de marchés*.

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Volpé :

- 56, *Loi spéciale de 2005 portant affectation de crédits* ;
- 57, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick* ;
- 58, *Loi sur le remboursement du crédit d'impôt pour les frais de scolarité* ;

par l'hon. M. Alward :

- 59, *Loi modifiant la Loi sur l'aquaculture* ;

par l'hon. M^{me} Fowlie :

- 60, *Loi modifiant la Loi sur la Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme* ;

par l'hon. M^{me} Blaney :

- 61, *Loi modifiant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* ;
- 62, *Loi modifiant la Loi sur les droits de la personne* ;

par l'hon. M. Steeves :

- 63, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des alcools*.

Il est ordonné que ces projets de loi soient lus une deuxième fois à la prochaine séance.

M. Lamrock donne avis de motion 99 portant que, le jeudi 9 juin 2005, appuyé par M. Allaby, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la correspondance entre le ministère des Transports et le gouvernement fédéral ou les gouvernements d'autres provinces canadiennes relativement à l'adoption de réformes «ciels ouverts» visant la réglementation fédérale de l'industrie du transport aérien, depuis le 9 juin 2003.

M. Armstrong donne avis de motion 100 portant que, le jeudi 9 juin 2005, appuyé par M. Lamrock, il proposera ce qui suit :

attendu que les inondations de ce printemps ont occasionné beaucoup de dommages à des résidences et à des entreprises ;

attendu que le ministre de la Sécurité publique a proposé des franchises de 5 000 \$ pour les propriétaires occupants et de 10 000 \$ pour les entreprises ;

attendu qu'un grand nombre de propriétaires occupants et d'entreprises n'ont pas les moyens de payer les franchises décrites ci-dessus ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative demande au gouvernement de déclarer que les inondations de ce printemps constituent une catastrophe et que la franchise applicable à l'indemnisation

des propriétaires occupants et des entreprises à la suite de l'inondation soit de 1 000 \$.

L'hon. M. Green, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre, après la deuxième lecture des projets de loi et les deux heures d'étude des motions émanant des députés, se forme en Comité des subsides pour étudier les prévisions budgétaires de la Direction des questions féminines, du Conseil consultatif sur la condition de la femme et du Secrétariat des Affaires autochtones.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 55, *Loi sur le curateur public*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 55 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 55, *Loi sur le curateur public*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité plénier.

Conformément à l'avis de motion 94, M. Albert, appuyé par M. Doucet, propose ce qui suit :

attendu que les défis existent toujours dans le secteur du crabe des neiges;

attendu que les différends concernant la pêche du homard ont donné lieu à des conflits et à des préoccupations;

attendu que le secteur des pêches dans la province doit faire face à des défis en ce qui a trait aux limites et aux droits de pêche;

attendu que, d'année en année, les travailleurs et travailleuses des usines de transformation des produits marins vivent des difficultés;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le ministre de l'Agriculture, des Pêches et de l'Aquaculture à établir un groupe de travail qui a pour but d'aborder les problèmes des pêches et qui comprend des représentants des Affaires autochtones, de la Sécurité publique et des associations qui représentent les pêcheurs et les autres travailleurs dans le domaine des pêches

et qu'il soit aussi résolu que la législature exhorte le ministre à présenter à l'Assemblée législative un cadre d'orientation pour le groupe de travail au cours de la session actuelle de la législature.

La question proposée, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre s'absente, et M. C. LeBlanc, vice-président, assume sa suppléance.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre reprend le fauteuil.

Le débat se termine. La motion 94, mise aux voix, est rejetée par le vote nominal suivant :

POUR : 22

M. McGinley	M. Ouellette	M. Foran
M. Jamieson	M ^{me} Robichaud	M. A. LeBlanc
M. Allaby	M. Lamrock	M. Paulin
M. Haché	M. Burke	M. Doucet
M. Armstrong	M. Murphy	M. R. Boudreau
M. Landry	M. Kenny	M. Brewer
M. Branch	M. Arseneault	M. V. Boudreau
M. Albert		

CONTRE : 27

l'hon. M ^{me} Blaney	M. Sherwood	l'hon. M. Huntjens
l'hon. E. Robichaud	l'hon. M. Steeves	M. Betts
l'hon. M. Mesheau	l'hon. M ^{me} Dubé	M. Malley
l'hon. M. Volpé	l'hon. M ^{me} Poirier	M. Williams
l'hon. M. Lord	l'hon. M. Ashfield	M. Carr
l'hon. M. Green	l'hon. M. Fitch	M. MacDonald
l'hon. D. Graham	l'hon. M ^{me} Fowlie	M. Stiles
l'hon. M. Mockler	l'hon. P. Robichaud	M. Holder
l'hon. M ^{me} MacAlpine	l'hon. M. Alward	M. C. LeBlanc

La Chambre, conformément à l'ordre du jour, se forme en Comité des subsides sous la présidence de M. Holder.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre se trouvant empêché, M. C. LeBlanc, vice-président, assume sa suppléance. Le président du comité, M. Holder, demande au président suppléant de la Chambre de revenir à la présentation des rapports de comités et fait rapport que le comité a accompli une partie du travail au sujet des questions dont il a été saisi et demande à siéger de nouveau.

Le président suppléant de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie; la motion est adoptée.

La séance est levée à 18 h.